

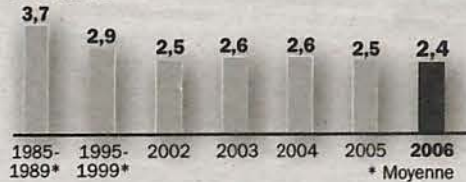
Le budget de la défense par mission

(autorisations d'engagement prévues dans le projet de loi de finances pour 2007)
En milliards d'euros

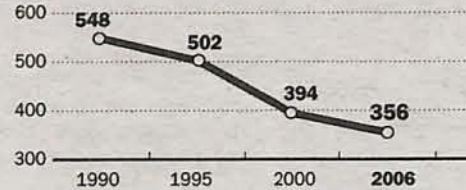
Défense, dont
10,41: Équipement des forces
21,04: Préparation et emploi des forces
4,42: Autres

**Les dépenses de défense en France...**

En % du PIB

**Le nombre de militaires**

En milliers

**... et en Europe**

en % du PIB

**Leurs propositions****François Bayrou****«Construire une défense européenne»**

- Priorité à la recherche, à l'observation et au renseignement
- Défense européenne pour contrebalancer le pouvoir de l'Otan
- Création d'un service civique universel dans le cadre d'une grande politique de défense civile

**Jean-Marie Le Pen****«Une armée avec les moyens de ses ambitions»**

- Augmentation du budget de la défense
- Instauration d'un service militaire volontaire de six mois
- Sortie de l'OTAN
- Recrutement de 70 000 soldats supplémentaires

**Ségolène Royal****«Assurer la sécurité de la France»**

- Préserver les capacités de dissuasion nucléaire
- Politique européenne de sécurité
- Coopération accrue en matière de défense avec les pays européens

**Nicolas Sarkozy****«Notre défense, une priorité»**

- Politique de défense européenne
- Maintien du budget de la défense à son niveau actuel
- Création d'un conseil de sécurité national et d'une agence de sécurité civile
- Maintien d'une force de dissuasion nucléaire autonome

Yves Bonnet : « Le budget de la Défense, c'est le prix de notre liberté »

Le président de la République. Chef des armées. Garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des traités internationaux. La Défense nationale, enjeu crucial, s'il en est d'une présidentielle. Nous avons soumis les propositions des quatre candidats en position de l'emporter à l'un des maîtres du renseignement, Yves Bonnet (1). Il a, entre autres, dirigé la DST de 1982 à 1985 sous Mitterrand et n'a, depuis, jamais cessé de porter un œil critique et aiguisé sur la politique en matière de Défense nationale.

Le thème de la Défense a-t-il la place qu'il mérite dans la campagne ?

Non, ce thème n'a pas (encore ?) été traité comme il le devrait. Il faut que chaque candidat ait une claire vision des priorités de la Défense : avec, en premier, la dissuasion nucléaire, en deuxième position, le respect de nos engagements internationaux, notamment à l'égard de l'Afrique francophone, ensuite la projection de forces et en dernier, à mon avis, les opérations extérieures qui – au passage – devraient être approuvés par le Parlement.

Royal et Sarkozy se sont fait piéger sur le nombre de sous-marins nucléaires. Anecdote ou inquiétant ?

Aborder cette question à la manière des jeux télévisés, en prenant le risque de déconsidérer celui ou celle qui dans quelques semaines aura en charge la sauvegarde de la France situe le niveau où, parfois, le suffrage universel place le débat.

Les candidats bataillent sur la nécessité d'un deuxième porte-avions nucléaire (Royal contre, Bayrou et Sarkozy pour).

Le porte-avions à propulsion nucléaire ou classique est un élément de la projection de forces, c'est-à-dire de la capacité d'un pays à frapper un ennemi à distance et aussi précisément que possible. L'avantage du porte-avions réside dans son « appareil », destiné à frapper par sa seule présence, sans avoir nécessairement à user de sa force. En



Photo AFP

revanche, le porte-avions mobilise autour de lui des moyens d'escorte et de protection importants, sous-marins d'attaque, frégates, ravitailleurs, qui rendent son emploi lourd et lent. C'est sans doute pourquoi les pays disposant d'une marine « moyenne » n'en ont plus depuis longtemps. Par ailleurs le porte-avions est vulnérable et sa perte peut s'avérer catastrophique en termes d'image. C'est pourquoi, je penche pour l'utilisation des sous-marins nucléaires d'attaque, indétectables et plus nombreux, pour peu qu'ils soient équipés de missiles type Harpoon ou Tomahawk comme le sont les sous-marins américains. Il est clair qu'au siècle des armes

intelligentes capables de se projeter sur une cible avec une précision extrême, il peut paraître dépassé d'utiliser des avions à pilotage humain.

A votre avis, faut-il rouvrir le débat sur le service militaire ?

La suppression du service militaire n'a jamais été qu'un « coup politique » inspiré par la démagogie – « piper les voix des jeunes » – sans aucune considération pour l'avantage irremplaçable qu'apporte au citoyen, ou futur citoyen, sa « socialisation » en contact des autres jeunes, et à la Nation la disposition d'effectifs pluridisciplinaires. J'avais personnellement préconisé la création d'une garde nationale à raison d'une unité par département, fournie en effectifs à partir d'un service obligatoire de six mois. Personne au sein de la classe politique n'a écouté...

Ségolène Royal veut « rationaliser » le budget de la Défense et le partager au niveau européen. Sarkozy veut le maintenir à un niveau constant.

Il faut bien se pénétrer de l'évidence qu'en l'absence d'une armée européenne, le budget de la Défense reste national et prioritaire. C'est le prix de notre liberté. La proposition d'amputer les dépenses militaires pour les transférer vers d'autres ministères n'est que démagogie. Quant à partager avec nos partenaires européens le poids de la Défense, si cela représente un objectif souhaitable, il est évidemment subordonné à la constitution préalable d'une armée européenne. On ne peut mettre la charrue avant les bœufs.

Bayrou s'il est élu veut combler le retard de la France en matière de renseignement (notamment économique). La France est-elle vraiment à la traîne ?
La France n'est pas dépourvue de moyens d'investigation notamment économique. L'organisation de l'intelligence économique sous la direction d'Alain Juillet est déjà opérationnelle et l'augmentation de nos capacités d'écoute spatiales doit encore l'améliorer. Sans doute, faut-il, là encore, songer à une intégration de nos moyens avec

ceux de nos partenaires européens. Mais cette démarche implique l'existence d'un exécutif européen et, surtout, l'indépendance de tous et de chacun vis-à-vis des Etats-Unis et de leur « advocacy policy ».

Bayrou se pose aussi le problème du droit d'ingérence en matière nucléaire.

Le droit d'ingérence n'est qu'une mise en forme pseudo-légale de la violation de la loi internationale. Il n'est mis qu'à la disposition des puissants et ne s'exerce qu'à l'encontre des faibles. Il n'est pas davantage justifiable en matière nucléaire sauf à consacrer l'hégémonie perpétuelle de certains.

Jean-Marie Le Pen de son côté propose la reprise des essais nucléaires ?

Les essais nucléaires n'auraient jamais dû être interrompus car le recours à la simulation nous rend dépendants des Etats-Unis. Ceci posé, il est pratiquement impossible de les reprendre, sauf si les Etats-Unis, la Chine et la Russie décidaient de procéder à des essais pour la mise au point d'une nouvelle génération d'armes nucléaires.

La France est-elle aujourd'hui une cible des terroristes ?

La France n'est pas une cible prioritaire des terroristes et ne le deviendra que si elle s'écarte d'une ligne « intelligente » sur les problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Elle dispose, par ailleurs, d'un système de renseignements performant pour avoir su dialoguer avec les pays arabes et musulmans.

Sarkozy est le seul à proposer une fusion DST-RG. Qu'en pensez-vous ?

La fusion DST – DCRG s'impose à l'évidence. Je l'ai proposée dès 1985 et me réjouis qu'elle ait fait son chemin. Il est certain que cette opération permettrait à la France de disposer du premier service de sécurité (contre-espionnage, contre-ingérence et contre-terrorisme) d'Europe. Surtout si une relation privilégiée et fonctionnelle était établie avec la police de l'air et des frontières.

STÉPHANIE GASIGLIA

1. « Tube », le nouveau thriller d'Yves Bonnet sort aujourd'hui aux éditions « Des idées et des hommes »